

Du tonus pour la croissance

Plusieurs moteurs affichent la grande forme : tourisme, construction, services financiers... Ce qui devrait booster la croissance en 2008 et permettre à l'économie de mieux résister aux chocs éventuels.

L chemin vers la croissance robuste... Le pays termine l'année avec un taux de progression économique de 5,8 % contre 5 % en 2006. Pas moins de cinq secteurs d'activités connaissent un boom.

Si l'on exclut le sucre, la croissance est de 6,4 %. Le pays n'a pas connu une telle performance depuis des années. Les perspectives pour 2008 sont d'autant plus intéressantes que plusieurs moteurs de l'économie ont une cadence soutenue. Grâce à la diversité des sources d'activités, l'économie devrait offrir une meilleure résistance aux chocs potentiels. « Cette croissance est bien équilibrée. Elle est tirée par l'investissement, l'exportation et, dans une moindre mesure, la consommation. Il y a à peine quelques années, la croissance comptait beaucoup sur les finances publiques, d'où le déficit budgétaire élevé », souligne Éric Ng, directeur du cabinet PluriConseil.

Le tourisme vit une année faste avec un taux d'expansion de 13,1 % dans les recettes. Le pays s'attend à un nombre d'arrivés record cette année. L'industrie profite d'une plus grande ouverture de l'accès aérien et des efforts de marketing plus intenses pour développer les marchés existants et trouver de nouvelles sources de clientèle.

Ce taux de croissance est en phase avec une stratégie de développement agressif de cette industrie, qui vise un objectif de deux millions d'arrivés à partir de 2015. « Je ne crois pas qu'on pourra atteindre ce seuil en 2015. Toutefois, je pense qu'on pourra atteindre la barre de 1,5 million moyennant un taux de progression de 8 % par année », estime Éric Ng. « L'industrie touristique continuera à être robuste. Les opérateurs sont très optimistes sur ses perspectives », indique Swadicq Nuthay, économiste et fund manager chez ACMS Fund Management.

La construction est l'autre secteur qui affiche un taux de croissance à deux chiffres. Le bâtiment bénéficie des effets collatéraux de la



Le bâtiment est un secteur qui bénéficie des effets collatéraux de la croissance.

croissance du tourisme et du développement immobilier. Les chantiers de construction des nouveaux hôtels et des *Integrated Resort Schemes* (IRS) se multiplient sur le littoral. Sans compter les complexes commerciaux et les bureaux.

Les services financiers continuent à générer une activité robuste (7,2 %). L'activité des banques progresse de 7,4 %, l'assurance de 5 % et les autres activités financières de 11 %. « Le marché régional et international ouvre de nouvelles perspectives pour les banques. La Mauritius Commercial Bank et la State Commercial Bank font beaucoup d'opérations sur la région. La MCB génère aujourd'hui environ 50 % de ses bénéfices à partir de ses activités en dehors de Maurice », constate Éric Ng.

La confection retrouve peu à peu son lustre après plusieurs années difficiles. Le Bureau central des statistiques (BCS) prévoit une progression de 7,2 % de cette activité pour l'année en cours. « Le pire est maintenant derrière nous » dit Éric Ng. « Le processus de restructuration est achevé. Les meilleurs sont restés. »

Sur l'ensemble du secteur manufacturier, les exportations pour les neufs premiers mois de l'année se chiffrent à Rs 28 milliards, soit une amélioration de 16,3 % sur la période janvier-septembre 2006. Sur la base de cette performance, l'industrie s'apprête à dépasser la barre de Rs 40 milliards pour l'ensemble de 2007. En 2006, la zone franche avait brassé Rs 33,6 milliards de chiffre d'affaires à l'exportation. Et le textile-

« La forte activité dans le tourisme et dans l'immobilier aura des effets très positifs sur le secteur bancaire et financier. »

habillement confirme sa remise en forme avec des recettes d'exportation de Rs 18,3 milliards pour les trois premiers trimestres.

Il y a, également, des signes de poursuite de la relance économique. L'investissement privé, porteur de croissance et d'emplois de demain, se porte mieux avec une hausse de 12,3 % par rapport à l'an dernier. Le taux d'investissement passe de 16,6 % à 18,1 %. Il faut que le taux de l'investissement privé soit rehaussé à 24 % pour pouvoir aspirer à une croissance élevée et soutenue.

Des lendemains encore meilleurs sont à prévoir, à en croire Raju Jadoo, *managing director* du Board of Investment (BOI). « 2008 sera une année fantastique », lance-t-il. Les investissements arrivent et sont aujourd'hui beaucoup plus diversifiés. « Si l'année dernière, les IRS représentaient 42 % des investissements directs étrangers (IDE), ils ne comptent plus que pour 22 % actuellement. Il y a beaucoup de nouveaux capitaux dans les technologies de l'in-

formation et des communications, le biomédical, la logistique, la distribution et dans les services financiers. »

Les IDE sont venus à la rescousse d'une balance des paiements en déprime après deux années de performance négative. Grâce en grande partie aux investissements étrangers, les rentrées d'argent ont dépassé les sorties des capitaux de Rs 6,6 milliards durant l'année financière 2006-2007. Cette amélioration devrait se répercuter sur l'année civile 2007.

Le pays a reçu quelque Rs 10 milliards d'IDE en 2006-2007, soit un chiffre supérieur au total des investissements étrangers durant les cinq années précédentes.

Cette reprise devrait retrouver une cadence plus forte dans les années à venir. « Nous sommes encore au début d'une reprise dans les IDE. Les investissements de Tianli ne sont pas encore matérialisés. D'autre part, les capitaux étrangers vont continuer à affluer vers les IRS dans les cinq prochaines années », assure Éric Ng.

Swadicq Nuthay prévoit un boom dans l'immobilier. « Il y a de plus en plus d'étrangers qui veulent acheter des biens immobiliers à Maurice. S'il y avait surtout des acheteurs européens et sud-africains, nous constatons qu'il y a aujourd'hui beaucoup de Chinois qui sont intéressés. Cet engouement des étrangers pour les propriétés à Maurice rehaussera la valeur des terres surtout dans les zones du littoral », affirme-t-il.

Ce boom est dû aux IRS. Mais de nouvelles opportunités s'ouvrent dans l'immobilier de luxe. Les petits planteurs et autres propriétaires terriens pourront eux aussi exploiter cette activité hautement rentable sur des superficies nettement plus modestes.

« La forte activité dans le tourisme et dans l'immobilier aura des effets très positifs sur le secteur bancaire et financier », souligne Swadicq Nuthay.

Mais l'effervescence n'est durable que si les réformes économiques se poursuivent. Ainsi, la réforme des lois du travail est cruciale pour rendre le marché de l'emploi plus flexible. La rigidité des lois existantes ne permet pas cette souplesse.

« Les corps parapublics demandent aussi une profonde restructuration. Cette remise en ordre est importante pour réduire le déficit budgétaire », dit Swadicq Nuthay. « Il faut privatiser les services qui ne sont pas vitaux pour la nation. Ce n'est pas le rôle de l'État de faire du business. »

Akilesh ROOPUN